

CHINE JAPON : UN AFFRONTEMENT A RISQUES par Jean-Claude Courdy (actualisé au 22 04 05)

Malgré les ordres du gouvernement chinois, Shanghai et la Chine du sud ont été le théâtre de nouvelles manifestations anti-japonaises

Lorsque quelqu'un vous bouscule, instinctivement vous vous attendez à ce qu'il vous dise excusez moi et par politesse vous lui répondez, ce n'est rien ou non excusez moi, sous entendu de m'être trouvé sur votre passage. Non seulement le ministre japonais des Affaires Etrangères, M. Machimura Nobutaka, en visite à Pékin le 18 avril n'a pas eu droit à des excuses mais il s'est entendu répondre en substance par son homologue chinois, M. Li Zhaoxing, que c'était à lui à en faire.

Tel est l'épisode officiel qui traduit pour la deuxième semaine consécutive, la montée d'une fièvre anti japonaise en Chine. Conséquence d'une poussée du nationalisme chinois émanant des couches les plus jeunes de la population, les manifestants chinois, par moment avec violence, tentent de s'exprimer sur le seul sujet de protestation qui ne leur fasse pas courir le risque d'être immédiatement embastillés.

Au Japon, la plupart des milieux industriels qui sont installés en Chine pensent donc que de tels débordements ne pourraient pas se produire sans l'assentiment ou même les encouragements des officiels à tous les niveaux, notamment du parti communiste et de la police. Mais cela ne ressemble pas du tout au comportement normal du gouvernement chinois qui avait toujours affirmé vouloir une montée en puissance pacifique de la Chine et une intégration dans l'économie mondiale en harmonie avec ses voisins et avec les Etats-Unis. Récemment, Pékin a réglé son contentieux frontalier avec la Russie puis avec l'Inde. Jusqu'ici ses relations avec Washington s'étaient maintenues à flot sans anicroche sérieuse jusqu'à l'adoption de la loi anti sécession qui donne tout pouvoir au gouvernement chinois de maintenir Taiwan, s'il le faut par la force, dans le giron de la Grande Chine.

Les Risques du Nationalisme comme couverture du régime communiste

Les relations sino japonaises avaient commencé à tourner au vinaigre durant l'été 2004 à Pékin. Lors de la finale de la coupe asiatique de football, l'équipe japonaise vainqueur du match avait été prise à partie par les manifestants chinois. En décembre 2004, la visite privée du leader Taiwanais, Lee Teng Hui avait donné aux autorités communistes un prétexte pour faire monter les enchères anti japonaises par médias officiels interposés. Les visites répétées du Premier Ministre Japonais au sanctuaire de Yasukuni où sont honorés les militaires morts au combat mais aussi les anciens dirigeants militaristes jugés et condamnés à mort par le Tribunal de Tokyo en 1945 avaient été également l'occasion pour les dirigeants chinois de pointer du doigt une soi disant résurrection du militarisme japonais dont la Chine avait eu effectivement à souffrir. Au début de 2005, la concession par Tokyo de permis de forages dans la mer de Chine orientale autour des îles Daiyou (nom chinois) ou Senkaku (nom japonais) avait fait monter les tensions d'un cran dans une zone maritime où les Chinois eux-mêmes forent depuis près de cinq ans. Début mars l'aval donné par le gouvernement japonais à la publication d'un manuel scolaire qui minimise les atrocités de l'armée impériale notamment à Nankin, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le trop plein de nationalisme chinois. Contrairement à une opinion répandue au Japon, il ne faudrait pas croire que le gouvernement communiste chinois se réjouisse de cette poussée de fièvre. Il a tout à perdre à une situation où les seize mille entreprises japonaises installées en Chine se verraient dans l'obligation de diminuer ou de cesser leurs activités. De plus, si le point de non retour n'a pas été encore atteint, on peut présumer que le grand marché de libre-échange asiatique qui aurait du voir le jour à la fin de cette année ou en 2006, est remis plus tard puisque le noyau dur de ce projet presque abouti, devait être constitué du Japon, de la Chine et de la Corée du sud.

En 2004, les échanges entre le Japon et la Chine ont dépassé les cent milliards de dollars par an; on prévoit qu'en 2005, ils atteindront le niveau actuel des échanges entre le Japon et les Etats-Unis.

La question se pose de savoir si le gouvernement chinois a vraiment les moyens de contrôler des débordements de ce type qui placent la classe dirigeante communiste dans un dilemme qui pourrait devenir celui de 1989 à Tien Anmen : encadrer les protestataires et crier plus fort qu'eux ou utiliser les grands moyens de la répression pour les faire rentrer dans le rang.

Abandonner le nationalisme

Le Parti Communiste chinois joue aux apprentis sorciers. Depuis 1989, les temps ont changé et l'autoritarisme connaît de nouvelles limites. Il y a fort à parier que le pouvoir en place ne puisse se permettre ni l'une ni l'autre de ses solutions. Endosser ce type de protestation équivaldrait pour lui à casser le mécanisme de son insertion dans la communauté mondiale des superpuissances. Utiliser la force comme à Tien Anmen serait à coup sur provoquer à l'intérieur une réaction en chaîne qui mettrait à mal l'autorité et la suprématie Parti Communiste.

En décembre 2004, le Premier Ministre chinois Wen Jibao avait selon des extraits d'un texte de l'écrivain chinois Ma Licheng (traduit et publié dans " Les Cahiers du Japon " No. 103) employé à propos de la Chine l'expression 'essor pacifique' en ajoutant que le gouvernement chinois avait élaboré ce concept pour faire contrepoids à la notion de plus en plus répandue ici ou ailleurs de " menace " chinoise. Ma Licheng ajoute que " les Chinois comme les Japonais doivent se convaincre qu'ils ne parviendront pas à laisser derrière eux les malheurs de l'Asie tant qu'ils n'auront pas dit adieu au nationalisme ".

Au mois d'octobre 2004, les ministres des Affaires Etrangères des deux pays s'étaient rencontrés à Hanoi, en marge de la réunion de l'ASEAN. L'atmosphère avait été cordiale et les deux dirigeants étaient convenus que dans une perspective stratégique mondiale, le Japon et la Chine étaient indispensables l'un à l'autre. La rencontre du 16 avril 2005 devrait les amener à faire le même constat. Mais la diplomatie n'est pas toujours sur la même longueur d'onde que les peuples. Il n'empêche que l'intérêt commun est de surmonter la crise présente afin d'éviter que l'écume des vagues ne rejoigne les profondeurs. Cela s'appelle un raz-de-marée que les autorités politiques chinoises font tout pour éviter. C'est la raison pour laquelle les dirigeants chinois viennent de proposer au gouvernement japonais de le dédommager pour les déprédations commises par les manifestants à l'ambassade du Japon à Pékin.

De son côté, le Premier Ministre Japonais, M. Koizumi vient de faire à l'égard de Pékin un geste significatif de rapprochement. Devant les 40 chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique et d'Asie, réunis à Djakarta pour commémorer le 50ème anniversaire du traité de Bandung, le Japon a renouvelé ses excuses aux peuples d'Asie pour les souffrances endurées pendant la guerre du fait de l'armée impériale japonaise. Cette déclaration inattendue ouvre la voie à un nouveau dialogue constructif entre Pékin et Tokyo dont les relations devenaient de plus en plus tendues ces derniers mois.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net